

*Les crédits*

propres immeubles et à contribuer à l'organisation de collectivités solides et sûres.

Le projet d'habitation de la rue Doone à Fredericton, au Nouveau-Brunswick, n'est qu'un exemple de ce que les occupants peuvent accomplir quand ils unissent leurs efforts. En plus de créer un centre d'accueil que dirige un agent de la police locale, les gens de ce projet ont réussi à enrayer la violence et la peur. Ils se sont chargés des travaux d'entretien extérieur et ont donné du même coup du travail aux adolescents qui veulent rester dans ce projet. Ils organisent au printemps des corvées auxquelles tout le monde participe, avec l'aide des dirigeants du projet.

Ce n'est qu'un exemple des nombreuses façons encourageantes dont les locataires de logements publics commencent à s'engager dans la gestion et l'organisation de leurs projets d'habitation. Nous faisons tout ce que nous pouvons pour les encourager dans ce sens.

J'ai écrit récemment à mes collègues provinciaux pour leur demander de soutenir ces efforts de leur encouragement. Je crois que les locataires de logements publics sont tout disposés à s'occuper activement de leur propre projet, dans leur logement et à l'extérieur.

Je suis heureux de la réaction majoritairement favorable des provinces. Nous avons déjà annoncé une série d'initiatives pour inciter les citoyens du Nouveau-Brunswick à participer plus activement, et j'espère que nous aurons bientôt d'autres entreprises semblables à annoncer dans toutes les provinces dont les gouvernements consentent à coopérer.

Nous avons beaucoup de raisons d'être fiers de ce qui se fait dans le domaine de l'habitation, mais il y a encore des sujets de préoccupation. Les jeunes familles qui commencent dans la vie découvrent qu'il leur est de plus en plus difficile de devenir propriétaires. Le coût des maisons augmente beaucoup plus vite que leur capacité d'épargner.

Cette situation découle de plusieurs facteurs. L'un d'eux est que l'on continue de construire des maisons plus grandes qui attirent les acheteurs qui font l'acquisition d'une seconde maison, mais que ne peuvent pas s'offrir ceux qui achètent leur première maison. Cela résulte en partie du zonage en place dans plusieurs régions du pays.

L'un des autres problèmes est que dans certaines grandes villes, comme Toronto et Vancouver, il y a une pénurie de terrains viabilisés pour la construction domiciliaire. Nous avons créé de vastes zones de banlieue dont les habitants sont astreints à de longs déplacements ma-

tin et soir pour aller au travail, et qui ont pour résultat la sous-utilisation et le coût élevé de l'infrastructure de service, et souvent le dépeuplement des centre-villes.

[Français]

Le gouvernement fédéral a entrepris des initiatives pour régler ces problèmes. Nous avons libéré des terrains gouvernementaux excédentaires à Toronto et Vancouver. Par exemple, cela signifie, dans la région de Toronto, l'aménagement de nouvelles collectivités qui accueilleront de 12 000 à 16 000 résidents. Un grand nombre de ces nouveaux logements seront abordables.

[Traduction]

La semaine dernière, j'ai annoncé les plans de remise en valeur de 16 propriétés de la zone Kitsilano, de Vancouver, propriétés qui appartiennent à la SCHL. Ce projet garantira aux locataires actuels, dont plusieurs sont âgés, de meilleurs logements, tout en libérant des terrains pour d'autres utilisations. Ce projet marquera notre engagement à l'égard de la consultation et du meilleur usage de nos ressources foncières. Je suis certain qu'un nombre croissant de résidents profiteront de ce grand atout du gouvernement fédéral.

J'ai également annoncé nos plans de remise en valeur du terrain même sur lequel est situé la succursale torontoise de la SCHL. C'est un autre exemple d'utilisation plus efficace de ce que nous possédons. On étudie de près en ce moment d'autres possibilités semblables.

La semaine dernière encore, j'inaugurerai les travaux relatifs à un important projet de développement résidentiel devant être réalisé sur un terrain de 43 acres, dans la circonscription de Burnaby, en Colombie-Britannique. Nous y verrons bientôt de nouveaux logements dont les habitants constitueront une nouvelle collectivité intégrée, pouvant compter jusqu'à 1200 personnes.

Comme je le disais, le gouvernement fédéral ne peut pas tout faire tout seul. Je suis heureux que les maires des principales villes du Canada, par l'intermédiaire de leur caucus de la Fédération canadienne des maires et des municipalités, aient récemment répondu à mon appel à la concertation pour tenter de résoudre le problème du logement à prix abordable. C'est pourquoi j'ai présidé à la création de comités mixtes réunissant les trois ordres de gouvernement, dont le but est de trouver de nouveaux terrains et de surmonter les problèmes routiers, afin que des logements à prix abordable puissent être disponibles. Ces comités sont déjà au travail dans un bon nombre de centres urbains.